

Oui à des réformes justes !

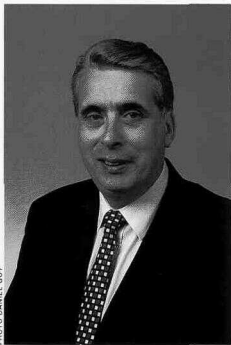


PHOTO DANIEL GUY

Jean-Pierre Sueur
Maire d'Orléans

6 décembre. Cela fait longtemps que notre pays n'avait connu des mouvements sociaux aussi profonds que ceux qui se développent depuis quinze jours. J'espère vivement qu'au moment où vous lirez ces lignes, les **vraies** négociations, qui sont tellement nécessaires pour trouver l'issue positive que beaucoup attendent, auront eu lieu ou seront en cours.

Les étudiants se sont manifestés les premiers. J'entends dire qu'il y aurait trop d'étudiants en France. Comment ces propos pourraient-ils être bien accueillis par nos étudiants ? Est-ce motivant pour nos jeunes que de s'entendre dire constamment qu'ils sont « de trop » ou « en trop » à l'université ? A la fin du XIX^e siècle, certains trouvaient déjà qu'il y avait trop

d'écoles primaires : autrefois, disaient-ils, on s'en passait facilement. Les mêmes, ou leurs successeurs, ont dit qu'il y avait trop de collèges, trop de lycées. Je ne crois pas qu'il y ait trop d'étudiants. Il y a trop d'étudiants mal orientés. Notre enseignement supérieur doit offrir une plus grande diversité de filières. Il doit proposer des pédagogies différenciées. Il doit donner toute leur place à des formations professionnelles supérieures de qualité. Formation professionnelle et culture générale ne sont d'ailleurs pas contradictoires. Elles doivent aller de pair, se compléter, pour offrir à nos jeunes les meilleurs atouts dans un monde en constante évolution. Il est clair que cela suppose des moyens, et que plutôt que de plans d'urgence improvisés, nous avons besoin d'une programmation, à moyen et à long terme.

La Sécurité Sociale et ses déficits sont depuis longtemps des sujets d'actualité. Qu'il faille maîtriser les dépenses de santé est une évidence. Qu'il faille revoir le financement de la protection sociale en est une autre. Au moment où celle-ci devient universelle, comment ne pas voir qu'il est essentiel que son financement soit le plus juste possible ? Or, ce qui ne va pas, c'est que les revenus issus directement ou indirectement du travail sont beaucoup plus mis à contribution que les autres : ainsi, dans la réforme de la protection sociale qui nous est présentée, les salaires et les retraites sont taxés beaucoup plus que les revenus financiers. Je ne crois pas que les Français soient, par définition, rétifs à toute réforme, mais ils souhaitent que la réforme soit négociée. Ils peuvent comprendre que des efforts soient demandés, mais ils sont profondément attachés à ce que, dans ce cas, ces efforts soient justement répartis. Et c'est là que le bât blesse.

Il y a, de même, des améliorations à apporter à nos services publics. Là aussi les réformes sont nécessaires. Mais si l'on

veut avancer, il faut cesser de considérer les fonctionnaires — dont les salaires sont, le plus souvent, loin d'être mirobolants — comme des « nantis ». Il faut cesser de considérer les salariés comme des privilégiés et de dresser les catégories de Français les uns contre les autres.

Pour « débloquer » notre société, pour que l'on retrouve une perspective, un projet, un avenir commun, il faut, me semble-t-il, donner toute leur place et tout leur sens à deux mots : responsabilité et solidarité.

La responsabilité, car nous ne pouvons pas attendre aujourd'hui toutes les réponses d'en haut. Ainsi, pour ce qui est de la protection sociale, il me paraît légitime que le Parlement, qui représente la Nation, fixe les grandes orientations. Il m'apparaît également indispensable qu'on accroisse les prérogatives et les pouvoirs réels de décision des partenaires sociaux dans la gestion des caisses à tous les niveaux. Ces deux objectifs ne s'opposent pas. Il s'agit, dans les deux cas de préciser les responsabilités des uns et des autres. Et c'est aux antipodes d'une « étatisation », que je crois inefficace et dangereuse.

La solidarité est une absolue nécessité dans un monde dur et égoïste. Elle doit se traduire concrètement par un juste partage des efforts, eu égard aux revenus de chacun. Lorsqu'une réforme est fondée sur la justice, elle s'explique mieux, elle se défend mieux. Même si elle suscite des oppositions (il y en a toujours), on sent, immédiatement que ceux qui la défendent sont plus à l'aise, plus clairs, plus sûrs d'eux-mêmes. Non, les Français ne sont pas hostiles à la réforme. Ils veulent des réformes justes.

A chacune et chacun d'entre vous, et à notre chère ville d'Orléans, je souhaite de tout cœur, de chaleureuses fêtes de fin d'année et une bonne et heureuse année 1996.